

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES COMMUN
A L'ENSEMBLE DES LOTS**

Consultation pour le marché n°2025-00-18-00 MPA

Acheteur

**Mipih
12 rue Michel Labrousse
CS 93668
31036 Toulouse Cedex 1**

Marché public passé selon une procédure adaptée

Articles R 2123-1 3 ° du code de la commande publique

**Prestations d'organisation et réalisation de l'événement
Journées Adhérents NumihFrance – au Palais du Pharo – Marseille**

ARTICLE 1. Objet de la consultation.....	6
ARTICLE 2. Parties aux contrats	6
ARTICLE 3. Présentation du NumihFrance	6
ARTICLE 4. Présentation de l'évènement des journées NumihFrance	7
ARTICLE 5. Allotissement.....	7
ARTICLE 6. Montant du marché.....	8
ARTICLE 7. Prestations similaires	8
ARTICLE 8. Durée de l'accord-cadre	8
8.1 Durée	8
8.2 Délais d'exécution / délais de réalisation	9
ARTICLE 9. Documents contractuels.....	9
9.1 Pièces particulières	9
9.2 Pièces générales.....	10
9.3 Pièces techniques	10
9.4 Notification	11
ARTICLE 10. Dispositions générales relatives à l'accord-cadre	11
10.1 Cadre réglementaire	11
10.2 Décomposition par phases	11
10.3 Variantes	12
10.4 Prestations supplémentaires éventuelles	12
10.5 Prestations similaires.....	12
ARTICLE 11. Protection de l'environnement et démarche RSE	12
11.1 Clause environnementale	12
11.2 Engagement pris dans le cadre d'une Démarche RSE	12
ARTICLE 12. Titulaire étranger – Langue et unité monétaire.....	12
ARTICLE 13. Protection des données à caractère personnels	13
ARTICLE 14. Droits de propriété intellectuelle	14
14.1 Connaissances antérieures.....	14
14.2 Droits cédés	14
14.2.1 Droit de reproduction.....	15
14.2.2 Droits d'Exploitations par l'acheteur	15
ARTICLE 15. Condition d'exécution des prestations	16
15.1 Lieu d'exécution des prestations	16
15.2 Qualité	16
15.3 Responsabilité du titulaire.....	17
15.4 Achèvement des prestations	17
ARTICLE 16. Gestion des personnels du Titulaire	17
16.1 Qualification des personnels intervenants	17

16.2	Départ du personnel et remplacement avant les événements.....	17
16.3	Pendant les journées de l'événements	18
16.4	Récusation du personnel	18
ARTICLE 17.	Sous-traitance et co-traitance.....	18
17.1	Sous-traitance	18
17.2	Modalités de paiement direct.....	19
17.3	Cotraitance et répartition des paiements.....	19
ARTICLE 18.	Protection de la main d'œuvre, des conditions de travail	19
ARTICLE 19.	Modalités d'exécution.....	20
ARTICLE 20.	Déclenchement des prestations	20
20.1.1	Modification d'un ordre de service ou des bons de commande	20
20.1.2	Arrêt de l'exécution des prestations en cours d'exécution.....	20
ARTICLE 21.	Etablissement des prix.....	21
21.1	Forme des prix	21
21.2	Contenu du prix.....	21
21.3	Etablissement des bons de commande	22
21.4	Contenu de bon de commande	22
21.5	Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	22
21.6	Modalités de règlement du marché.....	22
ARTICLE 22.	Paieement.....	22
22.1	Facturation.....	23
22.2	Avance.....	23
22.3	Acomptes	24
ARTICLE 23.	Suivi de l'exécution.....	24
23.1	Planning d'exécution.....	24
23.2	Coopération	24
ARTICLE 24.	Opération de vérification	25
24.1	Condition de vérification et d'admission de prestations	25
ARTICLE 25.	Clause de sécurité	25
25.1	Modification du marché et clause de réexamen	25
ARTICLE 26.	Cessation des activités du Titulaire	26
ARTICLE 27.	Pénalités	26
27.1	Généralités	27
27.2	Le caractère non libératoire des pénalités	27
27.3	Pénalités	27
ARTICLE 28.	Droits et obligations des parties	27
28.1	Obligation de conseil.....	27
28.2	Obligation de confidentialité.....	28

ARTICLE 29. Responsabilité et assurance	29
29.1 Responsabilité extracontractuelle	29
29.2 Responsabilité contractuelle.....	29
29.3 Assurances	29
ARTICLE 30. Arrêt du marché	30
ARTICLE 31. Résiliation du marché	30
31.1 Résiliation du marché pour motif d'intérêt général.....	30
31.2 Résiliation pour faute du Titulaire	30
31.3 Report ou annulation du salon	31
ARTICLE 32. Différends et litiges	31

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES COMMUN
A L'ENSEMBLE DES LOTS**

Consultation pour le marché n°2025-00-18-00 MPA

Acheteur

Mipih
12 rue Michel Labrousse
CS 93668
31036 Toulouse Cedex 1

Marché public passé selon une procédure adaptée

Articles R 2123-1 3 ° du code de la commande publique

**Prestations d'organisation et réalisation de l'événement
Journées Adhérents NumihFrance**

NB : Tout comme l'ensemble des documents de la consultation, le présent document ne peut être modifié à l'initiative du soumissionnaire.

SOMMAIRE

ARTICLE 1. Objet de la consultation

Le présent accord-cadre a pour objet l'organisation et l'animation des « Journées adhérentes » Numih France.

La partie « congrès » des Journées adhérents » NumihFrance se déroulera au Palais du Pharo, à Marseille en journée.

Le présent accord-cadre est également désigné dans les pièces contractuelles « marché » ou « contrat »

ARTICLE 2. Parties aux contrats

La fusion du GIP SIB avec le GIP Mipih, a donné naissance à une nouvelle entité dont le nouveau nom, nouvelle marque, nouvelle identité est NumihFrance.

Le pouvoir adjudicateur sera indifférent désigné dans le cadre des pièces de l'accord-cadre indifféremment sous le terme de « NumihFrance », « acheteur », « GIP », ou encore « GIP Mipih » ou « GIP MipihSIB ».

Le « titulaire » ou « prestataire » désigne l'opérateur économique avec qui l'acheteur conclut l'accord- le marché.

ARTICLE 3. Présentation du NumihFrance

Par décisions en date du 13 et du 28 mars 2024, les groupements d'intérêt public Mipih et SIB ont décidé de s'engager dans une procédure de transfert des activités du SIB vers le Mipih pour ne former qu'un GIP unique MipihSIB. Au 1^{er} janvier 2025, le GIP Mipih et le GIP SIB ont fusionné.

Sous l'impulsion de la fusion du Mipih avec le SIB, un changement du nom et de la marque en NumihFrance est intervenu.

NumihFrance est une structure publique de coopération inter-hospitalière spécialisée dans l'informatique, travaillant avec des établissements de santé répartis sur l'ensemble du territoire (Centres Hospitaliers Universitaire, Centres Hospitaliers, Établissements de Santé Privés d'Intérêt Collectif, Hôpitaux locaux, Maison de retraite, Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, Établissements de santé privés d'intérêt collectif...).

Éditeur de progiciels hospitaliers et de santé sur des domaines complémentaires s'appuyant sur des dizaines d'années d'expérience, et hébergeur de données de santé certifié depuis 2018, le GIP accompagne les établissements de santé dans la construction et le développement de leur système d'information.

Le GIP est par ailleurs, un acteur coopératif de référence du numérique au service de la santé et du secteur public. Il accompagne les établissements de santé, les collectivités et les administrations publiques dans la transformation de leurs systèmes d'information (SI).

Expert dans la conception, l'intégration, l'interopérabilité et le déploiement de Systèmes d'Information Hospitaliers (SIH) et de Santé (SIS), le GIP intervient auprès de plus de 600 établissements de santé sur le territoire national et à l'outre-mer.

Le GIP est de plus doté d'un organisme de formation qui dispense 273 formations pour amener les professionnels de santé vers la maîtrise des compétences en informatique de santé.

Les 1400 collaborateurs du GIP partagent ainsi leurs savoirs et expertises avec plus de 1000 établissements adhérents pour construire ensemble le numérique de demain : performant, éthique, responsable et souverain.

ARTICLE 4. Présentation de l'évènement des journées NumihFrance

Acteur public du numérique en santé, éditeur et 1er hébergeur français certifié HDS, le NumihFrance accompagne les établissements de santé et les collectivités dans leur digitalisation afin de répondre à leurs enjeux numériques. Avec ses agences situées à Toulouse, Amiens, Bordeaux, Reims, Rennes, Lille et Rouffach, NumihFrance et ses 1400 collaborateurs partagent leurs savoirs et expertises avec plus de 1000 établissements adhérents et clients pour construire ensemble le système de santé de demain : performant, éthique, responsable et souverain.

Site internet : [www. https://numihfrance.fr](http://www.https://numihfrance.fr) [Accueil – Numih France](#)

Cet évènement statutaire participe et vient renforcer la qualité relationnelle entre NumihFrance et ces adhérents, en permettant des échanges informels autour d'un séjour d'expérience.

L'ambition de cet évènement est de créer les conditions favorables à un débat à la fois philosophique, pratique et prospectif en proposant un réel parcours d'expériences aux adhérents, pendant 2 jours.

Ces rencontres, plébiscitées par les adhérents de NumihFrance, sont l'occasion de découvrir des nouveautés et innovations et de débattre sur des thèmes d'actualités à l'occasion d'un moment agréable.

Le congrès est organisé pour accueillir des congressistes réunissant à la fois des Directeurs d'établissements publics de santé ou leur représentant, des Directeurs des Ressources Humaines, Directeurs des Affaires Financières, des Directeurs des Systèmes d'Information, des Directeurs d'établissements universitaires, etc.), en présence de partenaires issus du secteur industriels, du secteur de la santé, des institutionnels, des directeurs d'établissements universitaires, des chercheurs et des startups de la e-santé et autres domaines numériques.

ARTICLE 5. Allotissement

Conformément à l'article L.2113-10 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre est alloti.

Les prestations à réaliser dans le cadre cet accord-cadre concourent à l'organisation des journées adhérentes de NumihFrance. L'accord-cadre est décomposé en un certain nombre de lots d'indiqués ci-dessous :

- Lot 1 – Fabrication du stand avec une partie fourniture
- Lot 2 – Prestations d'info décor
- Lot 3 – Traiteur au Palais du Pharo (accueil café, cocktails déjeunatoires, pauses)
- Lot 4 – Prestation hôtesse pour accueil invités journées
- Lot 5 – Goodies locaux personnalisés + local/ Marseille
- Lot 6 – Production/impression du programme

Chaque lot constitue un marché : chaque marché fait référence à un Cahier des Clauses Administratives Générales spécifiques (CCAG) adapté aux caractéristiques et à l'objet des prestations qu'il couvre.

Chaque titulaire de lot aura la charge de diriger et contrôler la bonne réalisation de l'ensemble des prestations dont il a la charge.

Le marché est traité à prix global et forfaitaire et/ou à prix unitaire à bons de commande selon, les lots.

Un Cahier de Clauses Administratives Particulières ou CCAP est commun à tous les lots ; ce CCAP est complété par un CCP spécifique à chacun des lots.

ARTICLE 6. Montant du marché

Le marché est traité à prix global et forfaitaire et/ou à prix unitaire à bons de commande selon, les lots. Il convient de se reporter au CCP ou cahier des clauses particulière de chaque lot

Le présent accord- cadre, portant sur la réalisation des prestations au Palais du Pharo ne comporte pas de minimum. Son montant maximum est de 240 000€ HT.

Les montants prévisionnels de chacun des lots sont les suivants :

Lots	Désignation	Montant estimatif du lot € HT
1	Prestation de réalisation d'un Stand	76 200 € HT
2	Prestation d'Info décor	44 600 € HT
3	Traiteur	53 800 € HT
4	Prestations d'Hôtesse d'accueil	3 000 € HT
5	Fabrication de Goodies personnalisés	10 000 € HT
6	Prestations d'Impression	3 500 € HT

Les montants maximums par lot seront indiqués dans les pièces spécifiques de chacun des lots.

Des animations journalistiques et de photographies seront réalisées dans le cadre d'un marché négocié sans mise en concurrence.

ARTICLE 7. Prestations similaires

L'acheteur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre pour chaque lot, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique la réalisation de prestations similaires.

ARTICLE 8. Durée de l'accord-cadre

8.1 Durée

Le présent marché est conclu à compter de sa date de notification et pour la durée couvrant l'événement qui se déroulera les 1^{ers} et 2 octobre 2025.

Le marché n'est pas reconductible.

8.2 Délais d'exécution / délais de réalisation

Les délais d'exécution commencent à courir à compter de la date indiquée dans l'ordre de service correspondant ou la date indiquée dans du bon de commande, ou à défaut à compter de la date de notification de celui-ci.

Les délais d'exécution doivent garantir un déroulement optimal de l'organisation de la manifestation.

Il est précisé que pour certains lots, des étapes de préparation, de conception, et de validations sont nécessaires et seront indiqués dans le Cahier des clauses particulières CCP spécifiques à chacun lot.

Les délais de réalisation propres à chaque lot sont définis conjointement avec le Titulaire au cours des réunions de mise en place des événements.

Un rétroplanning est à établir dans le cadre de la consultation selon le lot et ou plus tard dans le cadre de la mise au point du marché selon le lot.

Enfin, les prestations exécutées, par ordre de service ou bon de commande, devront être exécutées dans les délais et à la date fixée par l'ordre de service ou du bon de commande.

Toutes modifications relatives aux dates ou aux délais ne peuvent intervenir qu'avec l'accord écrit de NumihFrance communiqué au Titulaire avant la date initialement prévue pour la réalisation de la prestation ou la remise du livrable.

Les nouvelles dates et les nouveaux délais devront permettre dans tous les cas, la bonne réalisation des prestations pendant les deux jours de réalisation de l'évènement

ARTICLE 9. Documents contractuels

9.1 Pièces particulières

Les pièces constitutives du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (A.E.)
- Son annexe financière ayant également valeur contractuelle (*)
 - La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F), ayant également valeur contractuelle pour les lots comptant des montants forfaitures.
 - Le Bordereau de Prix Unitaire (B.P.U.) pour les lots comportant des prix unitaires ou unité d'œuvre.
 - En cas de sous-traitance : l'annexe de sous-traitance à l'acte d'engagement (DC4).
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.).
- Le cahier des clauses particulières (C.C.P) spécifiques à chacun des lots.
- Le CCAG de références propres à chacun des lots.
- Le cahier des charges techniques spécifique à chacun des lots (CCTP).
- Le cadre de réponse technique spécifique à chacun des lots
- Le mémoire technique en complément du CRT si demandé au CCP ou souhaité par le titulaire
- Le Calendrier pi planning prévisionnel
- L'annexe RGPD ST
- La charte de sécurité du système d'information pour certains lots (se reporter au CCP
- L'engagement de confidentialité (applicable à tout marché conclu avec le Gip Mipih.

L'annexe financière doit être remplie en format Excel, tout autre format ne sera pas pris en compte lors de l'analyse financière ;

L'annexe financière doit nécessairement être accompagnée d'un devis détaillant le montant des différentes lignes

Les DQE ou Devis Quantitatif Estimatif servent à la comparaison des offres : ils n'ont pas de valeur contractuelle contrairement à l'annexe financière mais doivent reprendre à l'identique montants figurant dans l'annexe financière.

En cas d'erreur de montant ou prix, ceux figurant dans l'annexe financière prévalent.

En cas d'erreur de multiplication ou d'addition, les DQE seront corrigés au regard des montants ou prix figurant dans l'annexe financière

Ces pièces seront appliquées dans leur version la plus récente, intégrant ainsi les modifications qui pourraient être apportées en cours de consultation.

Les documents et correspondances relatifs au marché public sont rédigés en langue française. Les exemplaires, conservés par l'administration, font seules foi.

En cas de contradiction ou de différences entre les pièces constitutives du marché public, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus. En cas de contradiction au sein d'un même document, la disposition la plus favorable à NumihFrance s'appliquera.

9.2 Pièces générales

Par ailleurs, le titulaire doit respecter l'ensemble des textes législatifs et réglementaires applicables à l'accord-cadre, notamment :

- Le Code de la commande publique ;
- Le cahier des clauses administratives générales en vigueur auquel chaque lot fait référence
- Le Code du travail
- L'ensemble des normes en vigueur et/ou citées dans le cahier des clauses techniques particulières.

Chaque CCP fait notamment référence à un CCAG ou Cahier des Clauses Générales Spécifiques en fonction de la nature des prestations à réaliser.

- o Lot 1 - Fabrication du stand avec une partie fourniture - CCAG-FCS
- o Lot 2 - Info décor CCAG-NTIC
- o Lot 3 - Traiteur au Palais du Pharo - CCAG-FCS
- o Lot 4 - Prestation hôtesse pour accueil invités journées CCAG-FCS
- o Lot 5 - Goodies locaux personnalisés + local/ Marseille CCAG-FCS
- o Lot 6 - Production/impression du programme CCAG-FCS

9.3 Pièces techniques

Le prestataire s'engage à exécuter les prestations demandées conformément à l'ensemble des normes en vigueur, prescriptions réglementaires et /ou techniques, les règles de l'art ainsi que les documents techniques applicables au jour l'exécution du marché.

Cela inclut sans s'y limiter les normes français (FR) européennes (EN) ou internationales (ISO) les règlements techniques, des directives applicables, les spécifications techniques générales ou visées dans les pièces particulières.

Le titulaire devra également prendre en compte toute évolution de normes ou règlements rendue applicable pendant toute la durée du marché notamment (liste non exhaustive) :

Il lui appartient de s'assurer sous sa responsabilité de la conformité permanente des prestations aux exigences techniques et réglementaires en vigueur et notamment, le titulaire s'engage à exécuter l'ensemble de ses prestations dans le strict respect des lois, règlements, normes en vigueur et prescriptions techniques applicables aux manifestations accueillant du public, et notamment aux établissements recevant du public (ERP) de type T (salles d'expositions) ou autres types selon la classification du lieu d'accueil du congrès.

À ce titre, le titulaire devra (liste non exhaustive) :

- Respecter l'ensemble des règles de sécurité et d'accessibilité applicables aux ERP, incluant, sans s'y limiter :
 - Les normes de réaction au feu des matériaux utilisés
 - Les prescriptions relatives aux installations électriques temporaires
 - Les normes d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite (PMR), en application du Code de la construction et de l'habitation et de la loi n°2005-102 du 11 février 2005,
 - Les règles de solidité, de stabilité et de sécurité des structures, cloisons, mobiliers et éléments suspendus, conformément aux DTU et aux règles de l'art.
- Se conformer aux règlements techniques et de sécurité spécifique du lieu d'accueil, du gestionnaire du site et/ou de l'organisateur du congrès, notamment les consignes d'installation, de circulation, d'évacuation, de prévention incendie et d'intervention d'urgence.
- Fournir, sur simple demande, tout document justificatif attestant de la conformité des installations et matériaux utilisés (certificats de classement au feu, plans de structures, attestations de conformité électrique, etc.).

Le non-respect de ces dispositions pourra entraîner la suspension immédiate de la prestation, voire son interruption définitive, aux torts exclusifs du titulaire, sans préjudice de toute sanction contractuelle ou action en responsabilité engagée par NumihFrance ou les autorités compétentes.

9.4 Notification

La notification du marché comprend uniquement une copie, délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire contre reçu, de l'acte d'engagement, celui-ci l'engageant sur l'ensemble des pièces constitutives du marché public listées ci-dessus.

ARTICLE 10. Dispositions générales relatives à l'accord-cadre

10.1 Cadre réglementaire

La présente consultation est passée sous la forme d'une procédure adaptée en application :

- Des articles R 2123-1 3 ° du code de la commande publique : autres services spécifiques, dont la liste figure dans un avis annexé au présent code, quelle que soit la valeur estimée du besoin ; Services d'organisation d'expositions de séminaires d'événements
- Code CPV 7995000 à 79956000

10.2 Décomposition par phases

Selon le marché (lot), les prestations peuvent être décomposées par phasage technique mentionné au C.C.P (cahier des clauses particulières du lot concerné).

10.3 Variantes

Lorsque les pièces spécifiques l'indiquent, des variantes peuvent être autorisées.

Une variante technique et financière est autorisée à condition que cette variante respecte les exigences contenues dans le cahier des charges et en particulier les exigences du CCTP concerné.

10.4 Prestations supplémentaires éventuelles

Selon le lot, un ou plusieurs prestations supplémentaires peuvent être demandées : elles sont liées à l'objet principal du marché et font l'objet d'un chiffrage en plus de l'offre de base ; elles ne seront exécutées que si l'acheteur décide, au moment de l'attribution marché (article R2151-8 du code de la commande publique), de retenir la ou les prestations supplémentaires.

10.5 Prestations similaires

Conformément aux dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, des prestations similaires pourront être réalisées pour chaque lot. L'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

ARTICLE 11. Protection de l'environnement et démarche RSE

11.1 Clause environnementale

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- Utilisation de matériaux écologiques et recyclables
- Recyclabilité des produits, modalités de transports, gestion des emballages
- Limitation des déchets
- Tri sélectif

Le titulaire veille à ce que les prestations, qu'il effectue, respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement dans son secteur d'activités.

Le titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de l'environnement. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins, l'acheteur se réserve la possibilité de demander au titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

11.2 Engagement pris dans le cadre d'une Démarche RSE

La RSE est composée de trois piliers : le social, l'environnemental et l'économique

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une démarche responsable, éthique et durable en accord avec les principes de la Responsabilité Sociétale des Entreprises RSE en matière de protection de l'environnement et d'impact environnemental ou d'engagement social et éthique ;

Chaque CCP précisera les attentes de NumihFrance concernant ces engagements.

ARTICLE 12. Titulaire étranger – Langue et unité monétaire

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a le droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Toutes les pièces du dossier seront rédigées en français ou accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

L'unité de compte est l'euro. Les prix restent inchangés en cas de variation de change.

ARTICLE 13. Protection des données à caractère personnels

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

Les informations collectées par le GIP font l'objet d'un traitement ayant pour finalité la passation et la gestion de ce marché public. Ces informations sont à destination du GIP, des organismes en charge du contrôle de la légalité et de la DGFIP.

Conformément aux articles R.2184-12 et 13 du Code de la commande publique, les pièces constitutives du marché sont conservées pendant une durée minimale de cinq ans pour les marchés de fournitures ou de services et de dix ans pour les marchés de travaux, de maîtrise d'œuvre ou de contrôle technique à compter de la fin de l'exécution du marché.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel, les titulaires des marchés disposent des droits suivants sur leurs données : droit d'accès, droit de rectification, droit à l'effacement (droit à l'oubli), droit d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité.

Pour exercer ces droits, une demande doit être adressée par courrier au Délégué à la protection des données du Mipih, ou par courriel au moyen de l'adresse suivante : dpo@numihfrance.fr.

Dans l'hypothèse d'un manquement aux dispositions ci-dessus, une réclamation auprès de la CNIL pourra être introduite.

ARTICLE 14. Droits de propriété intellectuelle

Pour toutes les prestations faisant appel à de la conception, le Titulaire garde la propriété des méthodes, du savoir-faire et des procédés qu'il aura développés ou mis en œuvre pour exécuter ses prestations.

La nature, le contenu ainsi que les résultats des études réalisées pour l'exécution des prestations, objet de l'accord-cadre, demeurent la propriété exclusive de l'acheteur qui pourra les exploiter ou les faire exploiter par tous moyens de son choix (droit d'utilisation ou de faire utiliser, droit de reproduction, modification), y compris à des fins commerciales, et ce de façon permanente et pour le monde entier, sans que leurs auteurs puissent se prévaloir d'un quelconque droit.

Le titulaire ne pourra en aucun cas utiliser à titre personnel ou pour le compte d'un tiers directement ou indirectement, en toute ou partie et pour quelque motif que ce soit, les résultats obtenus et/ou les conclusions arrêtées.

La cession, au profit de l'acheteur, des droits patrimoniaux afférents aux prestations objet du présent accord-cadre s'effectue dans les conditions définies ci-après.

Le titulaire cède à l'acheteur, à titre exclusif, les droits patrimoniaux de propriété Intellectuelle afférents aux résultats, même partiels, des prestations ayant fait l'objet d'une décision d'admission et ce, quel que soit le support sur lequel ils sont adressés à l'acheteur et quel qu'en soit le mode de transmission.

Par résultats, quels que soient leur nombre et support, sont entendus notamment et de façon non-limitative :

- l'ensemble des livrables documentaires attendus au titre du présent accord-cadre (tableaux de bord, comptes-rendus de réunion, rapports, notes, etc.) et pour chacun des lots concernés ;
- l'ensemble des produits préparatoires, les maquettes, les ébauches ;
- les documents et entretiens réalisés dans le cadre des prestations rédactionnelles ;
- les dessins, illustrations, pictogrammes ;
- les photographies ;

Le titulaire ne peut utiliser ou exploiter, de quelque manière que ce soit, les résultats cédés.

Le prix de la cession des droits est compris de façon forfaitaire dans le prix des prestations.

Le titulaire ne peut réclamer aucune somme complémentaire à quelque titre que ce soit.

Le versement des rémunérations dues aux auteurs, collaborateurs, dont le titulaire s'est assuré la participation, demeurent à sa charge exclusive.

14.1 Connaissances antérieures

Lorsque le titulaire incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou que de connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires à leur mise en œuvre, le titulaire concède à titre non exclusif à l'acheteur le droit d'utiliser, par tout moyen et sous toutes formes, les connaissances antérieures strictement nécessaires à l'utilisation des résultats, pour les besoins découlant du présent marché.

Si tel est le cas, l'offre technique du titulaire identifie les connaissances antérieures concernées.

Ce droit comprend le droit de dupliquer, de reproduire, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter et de représenter les connaissances antérieures.

14.2 Droits cédés

14.2.1 Droit de reproduction

Pour les lots concernés, la cession des droits de propriété intellectuelle par le titulaire est consentie, à compter de la remise par le titulaire du marché des résultats et productions, pour la France et le monde entier, pour toute exploitation commerciale et/ou non commerciale, pour la durée légale de protection des droits d'auteur telle que définie par l'article L 123-1 du code de la propriété intellectuelle y compris en cas de prolongation de cette durée.

Les droits cédés concernent l'ensemble des prestations intellectuelles, objets du présent marché, les droits visés ci-après :

- Le droit de reproduction, entendu au sens de l'article L. 122-3 du code de la propriété intellectuelle, à savoir la fixation matérielle par tous procédés qui permettent de communiquer au public les résultats des prestations d'une manière indirecte. Il comprend notamment :
- Le droit de reproduire ou faire reproduire par un tiers, tout ou partie des résultats des prestations, sur tout support, qu'il soit ou non désigné à l'article L. 122-3 du code de la propriété intellectuelle, qu'il soit connu ou inconnu à ce jour notamment sous forme analogique, électronique, informatique, numérique, magnétique, et sur tous supports (notamment support papier, films, vidéos, disque dur, disquette, vidéodisques, CD, CD Rom, CDI, DVD, etc.).
- Le droit d'établir ou de faire établir un nombre illimité de reproduction sur tout format et par tout procédé.
- Le droit de représentation, entendu au sens de l'article L. 122-2 du code de la propriété intellectuelle, consiste en la communication de tout ou partie des résultats des prestations au public par un procédé quelconque.

L'acheteur peut librement utiliser les résultats, même partiels, des prestations.

Il a le droit de reproduire, c'est-à-dire, de fabriquer ou faire fabriquer, des objets matériels ou constructions conformes aux résultats des prestations ou à des éléments de ces résultats.

Il peut communiquer à des tiers les résultats des prestations, notamment les dossiers d'études, documents et renseignements de toute nature provenant de l'exécution du présent marché.

14.2.2 Droits d'Exploitations par l'acheteur

L'acheteur peut, à titre exclusif et gracieux, procéder ou faire procéder aux exploitations suivantes des résultats et productions :

- Réalisation des objets ou constructions conformes aux résultats et en tout état de cause, l'ensemble des éléments matériels relatifs à la cérémonie de Panthéonisation,
- Utilisation en tout ou partie pour tout autre type de travaux ou d'études,
- Études dans le cadre de l'élaboration des prestations à mettre en place,
- Réalisation, édition et diffusion de documents et/ou d'outils d'aide à la visite (plaquettes, dépliants, CD, DVD ou tous autres outils multimédias, documents promotionnels de l'événement et/ou de l'acheteur),
- Expositions temporaires (quel que soit le support : papier, photographies, multimédia, audiovisuel),

- Opération de communication et/ou de promotion, qu'elle soit réalisée par l'acheteur ou ses partenaires. Ces opérations peuvent notamment concerner la presse écrite et/ou audiovisuelle, les sites internet et/ou intranet de l'acheteur, dossiers de presse, blog,
- Faire l'objet de consultation gratuite sur place par le public, ou encore de consultation à l'extérieur sous forme de prêts gratuits à des fins exclusivement documentaires, scientifiques, pédagogiques, muséologique ou d'usage strictement privé excluant pour l'emprunteur le droit de les reproduire et/ou de les dupliquer,
- Édition dans le rapport d'activité de l'acheteur et/ou de ses tutelles et/ou de ses partenaires, ou dans toute revue scientifique ou culturelle à laquelle l'acheteur ou l'un de ses partenaires s'associeraient,
- Fabrication et vente de produits dérivés (affiches, cartes postales, marques pages, magnet, multimédia, photographies, publications, éditions, papier et numériques, œuvres audiovisuelles DVD, CD-Rom, CD et CDI, tous supports de communication et décor, etc.)
- L'acheteur est autorisé à intégrer ou exploiter des prises de vues photographiques et/ou audiovisuelles des résultats et productions, de les intégrer et de les mettre en ligne à son fonds photographique.

Toutes les exploitations ci-avant mentionnées peuvent se faire sur tout type de support connu ou inconnu à ce jour et notamment Autocad, papier, numérique, photographique, audiovisuel, multimédia, internet et intranet, blog...

ARTICLE 15. Condition d'exécution des prestations

15.1 Lieu d'exécution des prestations

Lorsque les prestations font appel à de la conception ou de fabrication, une partie de ces prestations sera exécutée dans les locaux du Titulaire.

Pour les prestations requérant des prestations de montage et démontage de matériel, le lieu de montage et démontage est le Palais du Pharo à Marseille (en respectant les horaires d'ouverture du palais et indiqué dans les CCP des lots concernés.

La veille le Mardi 30 septembre 2025 :

Journées adhérentes: le 1^{er} et 2 octobre 2025
Au Palis du Pharo

15.2 Qualité

Le Titulaire s'engage à garantir la qualité et la conformité des prestations qu'il assure dans le cadre du marché.

Le Titulaire s'engage de façon générale à garantir la qualité des prestations au niveau le plus élevé des usages professionnels et des règles de l'art relatifs aux fournitures et aux prestations du présent marché.

L'acheteur se réserve la possibilité d'effectuer ou de faire effectuer des contrôles sur la qualité des fournitures et prestations fournies par le Titulaire.

Les différents contrôles et mesures, matérialisées notamment par des constats ou des rapports effectués l'acheteur ou par un tiers à sa demande, sont opposables au Titulaire.

Le Titulaire s'engage à proposer durant toute l'exécution du marché des démarches ou actions d'améliorations, à suivre leur mise en œuvre et à mesurer et à diffuser les résultats obtenus.

15.3 Responsabilité du titulaire

Le Titulaire a la responsabilité de réaliser les prestations conformément à l'ensemble des exigences et des spécifications techniques décrites dans le présent document ou dans le CCTP spécifique à son lot. Il doit obtenir le résultat demandé avec les moyens qu'il a choisis.

Le personnel chargé de l'exécution des prestations choisi par le titulaire reste sous sa responsabilité.

Si pour une raison indépendante de leur volonté, tout ou partie du personnel désigné par le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer lui-même la réalisation des prestations, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et pourvoit à leur remplacement afin que l'exécution des prestations ne s'en trouve ni compromise, ni altérée et ni retardée.

15.4 Achèvement des prestations

L'achèvement des prestations sera traité dans le CCP spécifique à chaque lot.

ARTICLE 16. Gestion des personnels du Titulaire

Il est expressément entendu que les personnels du Titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...).

A ce titre, le Titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par le titulaire.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant du marché. Il est astreint aux mêmes règles de secret et de discrétion.

16.1 Qualification des personnels intervenants

Le Titulaire doit disposer de personnels confirmés pour l'exécution de la prestation. Titulaire affecte l'ensemble de la réalisation des prestations une équipe dédiée constituée de professionnels confirmés et identifiés. Cette équipe ne pourra faire l'objet de changements incessants ou imprévisibles.

Afin de vérifier que les salariés désignés par le Titulaire présentent les compétences professionnelles conformes à celles présentées dans son offre, le Titulaire devra produire, dans le cadre de son offre, le profil des intervenants. L'acheteur dispose de la faculté de récuser ces intervenants.

16.2 Départ du personnel et remplacement avant les événements

En cas d'absence ou de départ d'un de ses préposés, le Titulaire doit en aviser le représentant de l'acheteur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution du marché ne s'en trouve pas compromise en opérant un remplaçant vers lequel il doit assurer le transfert des connaissances dans un souci de continuité du service rendu et de sa qualité associée.

La désignation d'un remplaçant ne pourra en aucun cas justifier une augmentation des prix.

NumihFrance se réserve le droit de rejeter la personne proposée. Le Titulaire est alors dans l'obligation de proposer un nouveau remplaçant.

En cas de deux refus successifs par l'acheteur d'un remplaçant proposé par le Titulaire, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions du C.C.A.G de référence du lot concerné.

16.3 Pendant les journées de l'événements

En cas d'absence ou de défection d'une personne affectée à l'exécution de tout ou partie des prestations pendant les journées des événements, le Titulaire devra procéder au remplacement immédiat de la personne défaillante ou absente, en particulier pour les personnes chargées d'une mission indispensable au déroulement normal de la manifestation.

16.4 Récusation du personnel

Pendant toute la durée du marché, l'acheteur se réserve, sur décision motivée, le droit de récuser le personnel qui s'avérerait inadapté à l'exécution des prestations ou qui ne se plierait pas aux règles de sécurité en vigueur dans les locaux de la manifestation. Le Titulaire procédera à son remplacement dans les conditions indiquées précédemment.

Le Titulaire est alors dans l'obligation de proposer un nouveau remplaçant.

Pour tout remplacement de personnel, le Titulaire assure à ses frais la formation du remplaçant. La formation consiste en la transmission des connaissances du projet nécessaires à l'exécution des prestations.

En aucun cas, le remplacement de personnel du Titulaire ne pourra entraîner une modification des conditions d'exécution du marché et notamment du prix ou des délais d'exécution.

En cas de deux refus successifs par l'acheteur d'un remplaçant proposé par le Titulaire, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions du C.C.A.G de référence du lot concerné.

ARTICLE 17. Sous-traitance et co-traitance

17.1 Sous-traitance

La sous-traitance est autorisée conformément à l'article L.2193-3 du Code de la commande publique.

Si l'acceptation d'un ou plusieurs sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance ne résultent pas de l'acceptation de l'acte d'engagement, ils seront constatés par un acte spécial signé par l'acheteur, par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance et par le titulaire (le mandataire en cas de groupement d'entreprises).

En cas de déclaration de sous-traitance en cours d'exécution du marché public, les demandes devront être présentées par le titulaire du marché public au Mipih au plus tard 15 jours avant la date prévue d'intervention du ou des sous-traitant(s).

L'acte spécial indique :

- l'objet et le numéro du marché public,
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-59 du code de la commande publique,
- la nature précise et le montant des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :
- les modalités de calcul et de versement des acomptes,
- la date d'établissement de prix,

- les modalités de mise à jour et de révision des prix le cas échéant,
- les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfaction et retenues diverses,
- le comptable assignataire des paiements et, si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer (avec production du BIC, IBAN, RIB, RIP, RICE).

Il devra être accompagné des documents suivants :

- ❶ La déclaration du sous-traitant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;
- ❷ Les certificats, attestations, déclarations et documents du sous-traitants prévus aux articles R.2143-6 à 10 du code de la commande publique ;
- ❸ Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- ❹ Les attestations d'assurances en cours de validité de responsabilité civile du sous-traitant ;
- ❺ L'exemplaire unique de l'accord-cadre délivré, le cas échéant, au titulaire lors de la notification de cet accord-cadre, accompagné le cas échéant des modifications apportées au contrat, ou l'attestation ou la mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance ;
- ❻ En cas d'acte spécial de sous-traitance modificatif, l'exemplaire unique de l'acte de sous-traitance antérieur délivré au sous-traitant.

17.2 Modalités de paiement direct

Conformément à l'article R.2193-10 du Code de la commande publique, le paiement direct s'applique aux sous-traitants lorsque le montant des prestations sous traitées est égal ou supérieur à 600 € TTC. Dans ce cas de figure, le sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, est payé directement pour la partie des prestations dont il assure l'exécution.

Le paiement direct du sous-traitant s'effectue dans les conditions précisées aux articles R.2193-11 à 16 du Code de la commande publique.

17.3 Cotraitance et répartition des paiements

L'acte d'engagement et le cas échéant le DC4, indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire [ou aux membres du groupement titulaire] et à ses [leurs] éventuels sous-traitants.

En cas de cotraitance, la signature de la facture ou autres demandes de paiement par le mandataire vaut acceptation du montant de la facture ou des autres demandes de paiement.

Le mandataire du groupement est solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

ARTICLE 18. Protection de la main d'œuvre, des conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire, ainsi qu'à l'ensemble de ses co-traitants ou sous-traitants, sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également soumis aux huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (conventions n°87, 98, 29 et 105, 100 et 111, 138 et 182).

L'acheteur se réserve le droit de demander à tout moment au titulaire la preuve du respect des principes contenus dans ces conventions ; le titulaire apporte ces preuves par tout moyen significatif, ayant une force probante et facilement vérifiable.

Le titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Ces modifications n'ont pas à être constatées

par voie d'avenant. Néanmoins, la Personne Publique se réserve la possibilité de demander au titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

Le titulaire avise ses sous-traitants éventuels de ce que les obligations et dispositions considérées leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du marché, et pendant la période de garantie des prestations, en fournissant, sur simple demande de l'acheteur, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose et impose à ses sous-traitants éventuels le respect des obligations et dispositions considérées.

En signant l'acte d'engagement du marché, le titulaire s'engage sur l'ensemble des présentes dispositions ainsi qu'à faciliter un éventuel contrôle sur site du respect des obligations et dispositions en matière de protection et de conditions de travail de la main d'œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par l'acheteur.

ARTICLE 19. Modalités d'exécution

Les modalités d'exécution du marché sont définies dans le cadre de chaque Cahier des Clauses Particulières ou CCP du lot concerné.

ARTICLE 20. Déclenchement des prestations

La réalisation des prestations est ordonnée par la notification soit d'un ordre de service ou de bon de commande selon les dispositions contenues au CCP de chaque lot.

La notification du marché peut valoir ordre de service si le CCP propre à chaque lot le prévoit.

La notification d'un ordre de service ou d'un bon de commande intervient par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de l'envoi.

Les ordres de service pour la réalisation de certaines phases sont notifiés par l'acheteur au titulaire.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service ou figurant sur un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire de l'ordre de service concerné, dans un délai de 7 jour ouvré à compter de la date de réception de l'ordre de service ou du bon de commande, sous peine de forclusion.

20.1.1 Modification d'un ordre de service ou des bons de commande

Un ordre de service ou un bon de commande peut être modifié à tout moment par l'acheteur en cours de réalisation des prestations. Dans cette hypothèse, l'acheteur adresse un ordre de service ou un bon de commande rectificatif au Titulaire qui doit formellement notifier son acceptation dans les mêmes conditions prévues que pour les ordres de services ou les bons de commandes initiaux.

L'ordre de services ou bon de commande rectificatif peut avoir un impact sur le prix initial de la commande et sur les délais de réalisation.

20.1.2 Arrêt de l'exécution des prestations en cours d'exécution

L'arrêt de l'exécution d'une partie ou de la totalité des prestations figurant sur l'ordre de service ou du bon de commande peut être décidé par l'acheteur et notifié au Titulaire par tout moyen permettant de déterminer une date certaine avec accusé de réception sans que cette décision nécessite de justification.

L'application de cet article n'entraîne pas la résiliation du marché et donc n'entraîne pas le paiement d'une indemnité pour résiliation.

ARTICLE 21. Etablissement des prix

Les prix du marché sont en euros et ne varie pas en cas de variation de change.

21.1 Forme des prix

Pour les lots traités à prix forfaitaires : l'acte d'engagement mentionne le montant global et forfaitaire du marché et en complément à l'acte d'engagement, le titulaire doit remplir un cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

La DPGF fait partie d l'offre technique et financière du marché et consiste en la décomposition de l'offre financière de l'offre. Le prix global et forfaitaire est proposé au regard des prescriptions faites dans le cadre du CCP.

Pour les lots traités à prix unitaires : l'acte d'engagement opère un renvoi au bordereau de prix unitaires qui constitue l'annexe financière de l'acte d'engagement.

Le titulaire doit remplir ce bordereau ou BPU (Bordereau contractuel) complété par un devis quantitatif estimatif ou DQE (devis non contractuel).

Le chiffrage réalisé dans le cadre du devis estimatif est réalisé sur la base des prix figurant au BPU sur des quantités estimatives.

Certains lots sont traités à prix mixtes comprenant une partie de prix forfaitaire et une partie à prix unitaires.

21.2 Contenu du prix

Les prix du marché comprennent les prix des prestations du présent marché détaillées dans l'offre technique du Titulaire, conformément à l'annexe financière à l'acte d'engagement (DPGF, BPU, DPGF-BPU).

Il est par ailleurs précisé que le prix du marché comprend tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché (y compris frais de déplacement – hébergement) et plus généralement au respect de l'ensemble des obligations souscrites par le Titulaire.

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des moyens humains nécessaires à la bonne réalisation des prestations quel que soit la phase technique, toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations,

Les prix sont établis tous frais compris. Ils comprennent notamment :

- la réalisation des prestations et produits commandés ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales et autres auxquelles sont soumises les prestations ;
- tous les frais engendrés par la réalisation des prestations et des produits, notamment :
 - les frais d'honoraires ;
 - Le cas échéant, le prix de cession de droits de propriété intellectuelles ;
 - les frais techniques, de confection ;
 - les frais de déplacement (Ile de France, province), de restauration et d'hébergement ;
 - les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à la manutention,
 - Les frais de montage et de démontage,
 - Les frais d'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison

- Les frais de mise en service
- Les frais de livraison, de remise sur support des commandes (tout type de support choisi) ;
- Les frais de communication, d'organisation matérielle ;
- etc.

Ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, etc.

Le Titulaire est réputé connaître parfaitement le site d'intervention et avoir ainsi intégré l'ensemble des contraintes spécifiques dans son prix.

Les prix proposés s'entendent livraison franco de port (frais de port inclus).

21.3 Etablissement des bons de commande

Les bons de commande seront émis sur la base de l'annexe financière. Les prix proposés s'entendent livraison franco de port (frais de port inclus).

Chaque bon de commande est signé par l'acheteur ou toute autre personne ayant reçu la délégation à cet effet.

Le bon de commande est adressé au Titulaire par courrier électronique. Le Titulaire en accuse réception.

21.4 Contenu de bon de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de la validité de l'accord-cadre conclu avec le titulaire, notamment pour les livrables réalisés postérieurement à la prestation.

Toutefois la durée maximale d'exécution des bons de commande ne pourra excéder de plus de trois mois le terme de l'accord cadre.

Le bon de commande mentionne les éléments suivants :

- le lot (numéro intitulé) et l'objet de l'accord cadre,
- la date de la commande,
- l'objet du bon de commande,
- la nature des prestations à réaliser,
- les délais et le calendrier de réalisation,
- le lieu de livraison
- le coût des prestations HT et TTC, conformément au bordereau de prix figurant en annexe de l'acte D'engagement du présent accord cadre ou dans le devis accepté

21.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de T.V.A en vigueur.

21.6 Modalités de règlement du marché

ARTICLE 22. Paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est calculé conformément aux articles R.2192-12 à R.2192-17 du code de la commande publique.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements :

Fabrice DECOSSE

Comptable assignataire

12, rue Michel Labrousse

31000 Toulouse

22.1 Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP : depenses@numifrance.fr

En application de l'article D.2192-2 du code de la commande publique, la facture doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Le numéro du marché ou lot et du bon de commande ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

Coordonnées du service responsable de la vérification des factures :

Fabrice DECOSSE

Comptable assignataire

12, rue Michel Labrousse, 31000 Toulouse

22.2 Avance

Une avance peut être accordée au titulaire, sauf indication contraire par ce dernier dans l'acte d'engagement, lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 15 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Cette avance n'est due au titulaire que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Le montant de l'avance est fixé à 20 % du montant du bon de commande, toutes taxes comprises, si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 20 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande, toutes taxes comprises, divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le versement de l'avance est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande.

La constitution d'une caution personnelle et solidaire n'est pas acceptée.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance se fera dans les conditions définies aux articles R.2191-11 et 12 du code de la commande publique.

NOTA : une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R.2193-17 à 21 du code de la commande publique.

22.3 Acomptes

Par application de l'article L.2191-4 du Code de la commande publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit au versement d'acomptes.

La périodicité de l'acompte sera fixée lors de la mise au point notamment si les prestations se décomposent en phases techniques.

Le montant de ces acomptes est déterminé par l'acheteur, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant, produit par le titulaire. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

Le versement de l'acompte implique nécessairement la présentation de toute pièce demandée. L'acheteur justifiant de l'état d'avancement des prestations effectivement exécutées dans le cadre de la prestation commandée.

L'acheteur contrôle l'exactitude des justificatifs fournis avant de procéder au règlement des acomptes.

ARTICLE 23. Suivi de l'exécution

23.1 Planning d'exécution

Le planning d'exécution sera mis au point en début de marché public lors de la réunion de lancement.

23.2 Coopération

Pendant toute la durée du marché public, le titulaire est tenu à une coopération étroite et régulière avec NumihFrance.

NumihFrance s'engage à mettre à disposition du prestataire, les documents et informations dont ce dernier aura besoin pour mener à bien ses prestations. Il se garde toutefois le droit de refuser la communication de certains documents.

ARTICLE 24. Opération de vérification

Les prestations, faisant l'objet du présent marché, sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché conformément aux dispositions du CCAG de référence auxquels les prestations se reportent.

Les clauses des CCAG sont complétées par les dispositions ci-dessous :

24.1 Condition de vérification et d'admission de prestations

Outre les opérations de vérification quantitative et qualitative exercées par L'acheteur et définies au CCAG de référence, le Titulaire s'engage à assurer le suivi des prestations et notamment le contrôle de la qualité des prestations réalisées et des produits fournis au titre du marché.

Le non-respect peut entraîner, selon l'importance des défauts, manques ou malfaçons constatées, une admission avec une réfaction, un ajournement ou un rejet pur et simple des prestations dans les conditions fixées par le CCAG de références, sous réserve des compléments apportées dans le cadre du cahier de charges particulier ou CCAP.

L'admission des prestations est prononcée par le responsable technique désigné par NumihFrance.

L'admission des prestations sera réputée effective dès la constatation du service fait.

ARTICLE 25. Clause de sécurité

La charte sécurité du système d'information du mipih, énonce les exigences relatives à la sécurité de ses systèmes d'information. Elle est applicable aux prestataires externes, ayant accès dans le cadre de leur mission à tout ou partie des Systèmes d'Information du mipih.

Cette charte doit être obligatoirement complétée et signée par le titulaire.

Lorsque le candidat a obtenu une certification 27001 sur le périmètre de la prestation visée par le présent marché, un certificat en cours de validité est à fournir.

25.1 Modification du marché et clause de réexamen

La mise en œuvre de la présente clause fait l'objet d'échanges entre l'acheteur et le titulaire en cours d'exécution du marché (lot).

Le représentant de l'acheteur pourra procéder aux modifications prévues aux articles L..2194-1 et 2 et R.2194-1 et 6 du Code de la commande publique en particulier :

- a) Variation des prix : les parties pourront convenir d'un nouvel accord sur le ou les prix en cas d'une évolution disproportionnée du ou de ces prix, et susceptible notamment d'altérer l'équilibre financier du contrat La mise en œuvre de la présente clause fait l'objet d'échanges entre l'acheteur et le Titulaire en cours d'exécution du présent marché et en fonction de l'évolution

du contexte économique. Les modifications qui en résultent doivent être acceptées par les parties à l'accord-cadre et sont actées par voie d'avenant.

- b) Ajustement des prestations: les parties pourront convenir de réexaminer la nature et/ou l'étendue des prestations, ainsi que le délai ou les dates potentielles d'exécution, en cas de survenance, en cours d'exécution, d'événements relevant d'aléas ou de difficultés matérielles ou temporelles, lorsque ces ajustements sont nécessaires au parfait achèvement des prestations.
- c) En cas d'atteinte ou de dépassement imminent du montant budgétaire alloué fixé dans le présent marché, les parties conviendront de se réunir afin d'évaluer les besoins restants et d'envisager les ajustements nécessaires. Cette évaluation pourra inclure sans s'y limiter :
 - La révision de l'étendue des prestations: adaptation des prestations prévues dans le cadre du budget alloué.
 - L'ensembles des mesures à prendre afin de garantir la viabilité de l'événement en respectant les contraintes financières.
- d) Des modifications de référence pourront avoir lieu en cours de marché sous réserve :
 - Que les nouvelles références respectent le cahier des charges CCAP et CCP.;
 - Que les nouvelles références ne soient pas de nature à diminuer la qualité technique de l'offre initiale du titulaire.
- e) À la modification des dates de l'évènement. Cette modification ne devra entrainer aucune modification du lieu de l'évènement et devra être considéré comme un simple report de date.
- f) En cas de changement d'un opérateur au sein d'un groupement
 - S'il est demandé par le mandataire du groupement, le remplacement d'un ou plusieurs opérateurs économiques composant le groupement, le ou les remplacements font l'objet d'échanges entre l'acheteur et le mandataire.
Les modifications qui en résultent doivent être acceptées par le mandataire et les nouveaux membres du groupement et L'acheteur et sont actées par voie d'avenant.
- g) En cas de changement chez le titulaire entraînant la création d'une nouvelle entité.
 - En cas de modification entraînant la création d'une nouvelle personne morale, la modification doit être acceptée par L'acheteur et actée par voie d'avenant.

ARTICLE 26. Cessation des activités du Titulaire

Dans le cas où les activités du Titulaire seraient cédées à une autre société, à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du marché du Titulaire à cette autre société sera possible dans les mêmes conditions d'exécution.

La conclusion d'un avenant de transfert concrétisera l'accord du mipih quant à la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale.

NumihFrance se réserve le droit de refuser le changement de Titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues à l'article L.2141-1 du Code de la commande publique.

Si pour quelque raison que ce soit, le suivi et support ne pouvaient être assurés, soit par le Titulaire en titre du marché, soit par un tiers désigné par ses soins, le présent marché serait résilié aux torts du Titulaire.

ARTICLE 27. Pénalités

27.1 Généralités

Il est expressément convenu que les pénalités prévues dans le cadre de l'exécution du marché ont uniquement un caractère moratoire.

Le Titulaire reste donc intégralement redevable de la prestation dont l'inexécution a donné lieu à l'application de ladite pénalité, et ne saurait se considérer comme étant libéré de son obligation du fait du paiement de celle-ci.

Le recouvrement des pénalités s'opère par un décompte fait sur le montant tarifaire des sommes dues au Titulaire, au titre du présent marché.

Sauf disposition contraire, les pénalités sont applicables de plein droit et peuvent être décomptées sans mise en demeure préalable.

Le montant, des pénalités ainsi établies, peut venir en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture suivante ou donner lieu à l'émission par l'acheteur d'un titre exécutoire, notamment en cas d'insuffisance des sommes dues au titulaire.

Avant l'émission de tout titre exécutoire ou prélèvement sur les factures émises par le titulaire, les décomptes de pénalités sont notifiés de façon expresse au titulaire et précisent les modalités de calcul des pénalités.

A réception de ce décompte ou de toute décision du pouvoir adjudicateur induisant le principe de l'application de pénalités, le titulaire dispose d'un délai de dix (10) jours ouvrés pour présenter ses observations par un mémoire en réclamation. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté les pénalités mentionnées par le décompte ou la décision précités.

En cas de résiliation du présent marché, le Titulaire reste redevable de pénalités lui ayant été notifiées.

Le Titulaire ne bénéficie d'aucune exonération de telle sorte qu'il est redevable quel que soit leur montant total.

27.2 Le caractère non libératoire des pénalités

Comme indiqué ci-dessus, Les pénalités prévues par le présent CCAP ne présentent aucun caractère libératoire.

Le titulaire reste donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité

27.3 Pénalités prévues au CCP

Le titulaire encourt les pénalités prévues spécifiquement au cahier de clauses particulières ou CCP du lot pour lequel il a été désigné attributaire et qui lui a été notifié.

A défaut de pénalités spécifiques prévues au CCP ou encore, ou en complément de ces dernières, le titulaire encourt les pénalités prévues au CCAG de référence de son lot.

ARTICLE 28. Droits et obligations des parties

28.1 Obligation de conseil

Le Titulaire a une obligation permanente de conseil de l'acheteur dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Il s'engage à informer sans délai l'acheteur ou son représentant de tout événement ou toute difficulté, de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objets du présent marché, tels qu'ils ont été définis dans le présent document.

28.2 Obligation de confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel (article 226-13 du Code pénal) et à l'obligation de confidentialité et de discrétion professionnelle.

Les faits, les informations, études document, supports d'informations fichiers informatiques, décision de toute nature et renseignements fournis par l'acheteur, auxquels le titulaire a accès, à quelque titre que ce soit, au cours de l'exécution du marché, sont considérés comme secrets au sens de l'article 226-13 du code pénal.

Le titulaire s'interdit notamment toutes communications écrites ou verbales relatives aux prestations objet du marché ainsi que toute remise de documents à des tiers, sans l'accord préalable de l'acheteur

Le titulaire s'engage tout particulièrement à :

- ne pas utiliser les documents et fichiers informatiques à des fins autres que celles qui sont spécifiées au marché ;
- ne prendre aucune copie des documents et fichiers informatiques qui lui sont confiés à l'exception de celles nécessaires à l'exécution des prestations du marché sur accord préalable de l'acheteur ;
- ne pas communiquer les produits et livrables réalisés, documents et fichiers à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, autres que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir le personnel de l'acheteur chargé de l'exécution du marché ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter les prestations objet du marché ;
- prendre toutes les mesures de sécurité notamment toutes les mesures de sécurité matérielle permettant la conservation et l'intégrité des documents, fichiers informatiques et informations traités ou utilisés dans le cadre du marché et à prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute déformation, endommagement et toute utilisation détournée ou frauduleuse de ceux-ci ;
- ne pas accéder aux informations stockées dans les fichiers de l'acheteur, hors de son périmètre d'intervention sans son accord exprès et préalable et à porter à sa connaissance les cas où, au cours de son intervention, il aurait accédé fortuitement à ces informations ;
- ne conserver aucune copie des documents ou fichiers confiés par l'acheteur, à l'issue du marché et à produire une déclaration dûment signée par une personne habilitée à représenter le titulaire attestant de leur destruction ;
- reconstituer les documents et fichiers qui lui sont remis et qui viendraient à être perdus ou auraient été rendus inutilisables par sa faute, sous réserve que l'acheteur lui fournisse les données nécessaires à leur reconstitution ;
- prendre toutes les mesures pour assurer la confidentialité des données lors des opérations de développement et de maintenance du matériel informatique du titulaire utilisé dans le cadre du marché.

L'utilisation, par le titulaire, du nom « Mipih » du nom « SIB » et de la nouvelle identité NumihFrance appliquée à quelque fin que ce soit et/ou la référence au marché par le titulaire sont subordonnées à l'accord écrit, exprès et préalable de l'acheteur.

Le titulaire s'engage également à faire respecter les dispositions du présent article par son personnel et par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, notamment ses sous-traitants.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de prestations, ni procéder à une cession du marché sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur. Le titulaire conclut par ailleurs avec ces derniers un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent article.

L'acheteur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ses obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels.

Pour ce faire, il se réserve notamment le droit de demander, à tout moment, au titulaire, communication de l'engagement de sécurité et de confidentialité prévu au précédent alinéa.

Le non-respect des obligations décrites au présent article peut entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire, sans indemnité et sans préjuger des poursuites pénales éventuelles, la responsabilité du titulaire pouvant également être engagée sur le fondement des articles 226-17, 226-22 et 226-5 du code pénal.

Ces obligations demeurent valables y compris après la fin du marché.

Le Titulaire s'interdit d'interroger le personnel de l'acheteur ou des utilisateurs sans consulter préalablement le représentant désigné par elle.

L'acheteurs'engage à maintenir confidentielles les informations signalées comme telles par le titulaire qu'il recevrait de celui-ci.

ARTICLE 29. Responsabilité et assurance

En compléments des dispositions mentionnées aux CCAG de référence, il est convenu ce qui suit.

29.1 Responsabilité extracontractuelle

La responsabilité extracontractuelle de l'acheteur et celle du titulaire peuvent être, le cas échéant, engagées dans les conditions fixées par le droit français, à raison des dommages causés par le personnel ou le matériel des deux acteurs du projet.

29.2 Responsabilité contractuelle

Sauf pour les hypothèses relevant de la force majeure ou pour des manquements dont l'origine serait imputable à la défaillance de l'acheteur ou de l'un de ses préposés dans l'exécution du marché, le Titulaire est responsable de tout manquement à ses obligations contractuelles au titre du présent marché et doit réparation pour les dommages causés à l'acheteur, à ses préposés et/ou tiers.

Cette responsabilité peut être engagée indépendamment de l'application des pénalités, telles que prévues par le CCAG de référence.

29.3 Assurances

Le titulaire doit avoir souscrit à toutes les assurances nécessaires pour garantir toutes les conséquences dommageables des actes qu'il serait susceptible de causer de son fait ou du fait de tiers auxquels il fait appel dans le cadre du marché. Les dommages causés au personnel ou aux biens de l'acheteur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Le titulaire reconnaît être responsable du personnel et des moyens mis à la disposition de l'acheteur pour l'exécution des prestations, objet du marché.

Le Titulaire est responsable de l'ensemble des dommages qui pourraient être causés aux personnels, aux biens de l'acheteur, et/ou à des tiers du fait de sa présence sur le salon.

Le titulaire garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux dans lesquels il intervient, y compris le recours des tiers.

Le titulaire doit être assuré pour couvrir sa responsabilité civile d'exploitation et professionnelle qu'il peut engager à l'occasion des actes de toute nature accomplis pendant l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de l'acheteur par la présentation des polices ou quittances correspondantes.

Le titulaire est tenu de produire une attestation de cette assurance indiquant le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité, dans le délai de 10 jours calendaire à compter de la réception de la demande.

Le titulaire ou chacun des membres du groupement (le cas échéant, chaque sous-traitant) devra fournir, avant tout commencement d'exécution, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient des garanties suffisantes et en rapport avec la mission confiée dans le cadre du marché.

Il veillera à informer l'acheteur de tout changement de police d'assurance en cours de marché, et remettra, à chaque renouvellement de sa police d'assurance, des documents à jour.

ARTICLE 30. Arrêt du marché

Lorsque les prestations sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement, l'acheteur peut décider, au terme de chacune de ces parties, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations, dès lors que les deux conditions suivantes sont remplies :

- les documents particuliers du marché prévoient expressément cette possibilité ;
- chacune de ces parties techniques est clairement identifiée et assortie d'un montant.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.
L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

ARTICLE 31. Résiliation du marché

31.1 Résiliation du marché pour motif d'intérêt général

Lorsque l'acheteur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le Titulaire a droit à une indemnité de résiliation de 1,5 %, du montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises.

Le Titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

31.2 Résiliation pour faute du Titulaire

Outre les clauses de résiliation prévues au CCAG de référence, NumihFrance se réserve le droit de prononcer la résiliation immédiate de tout ou partie du marché sans que le Titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

- a) Si le montant des pénalités atteint 20% du montant forfaitaire du marché ;
- b) Inexactitude des renseignements prévus à l'article R.2143-1 et 2 du Code de la commande publique ;

- c) Mauvaise exécution et/ou défaut d'exécution des prestations objet du présent marché ;
- d) Non-respect des dispositions relatives aux articles D.8222-5 et D.82227 du Code du travail après mise en demeure restée infructueuse.*
- e) Le non respecte des obligations de confidentialité résultant des documents contractuels du marché ;

Sauf dans les cas prévus aux a) et b), cette résiliation est précédée d'une lettre recommandée avec accusé de réception, notifiant au Titulaire le manquement en cause et la mise en demeure d'exécuter ses obligations contractuelles, dans un délai de 15 (quinze) jours calendaires à compter de l'envoi de ladite lettre.

Dans le cadre de cette résiliation, le titulaire n'a droit à aucune indemnité.

En cas de résiliation du marché, le titulaire remet à l'acheteur, dès le premier jour de prise d'effet de la résiliation et sans formalité supplémentaire, tous les documents en sa possession relatifs aux études et travaux effectués dans le cadre du marché.

31.3 Report ou annulation du salon

En cas de report exceptionnel ou d'annulation du salon, pour des raisons sanitaires, ou tout autre raison justifiant le report ou l'annulation du salon, le titulaire s'engage à reporter la totalité de ses prestations sur le salon (aux nouvelles dates) et ce sans surcoût.

En cas d'annulation les frais engagés seront remboursés sous réserves de justificatifs.

ARTICLE 32. Différends et litiges

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tout différend survenu à l'occasion du présent marché sera soumis préalablement à la mise en œuvre des dispositions prévues au CCAG de référence. A cet effet, le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable des litiges dans les conditions prévues aux articles R.2197-1 à D.2197-22 du Code de la commande publique.

En cas d'échec de cette procédure, les tribunaux français sont seuls compétents et plus précisément le Tribunal Administratif de Toulouse sera compétent.

Toutes les correspondances seront rédigées en français.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Toulouse

Tél. : 05 62 73 57 57

Fax : 05 62 73 57 40

Email : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

Tribunal administratif de Toulouse

Tél. : 05 62 73 57 57

Fax : 05 62 73 57 40

Email : greffe.ta-toulouse@juradm.fr